



Déclaration liminaire de la FSU

CHSCTA extraordinaire du 22 avril 2020

Madame la Rectrice,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT académique,

Dans une allocution à la nation, le Président de la République, faisant montre d'une surprenante impréparation, a annoncé la réouverture des écoles en date du 11 mai. On a lu depuis dans la presse que le Ministre de l'Éducation n'en aurait été averti qu'un quart d'heure avant. Nous ne gloserons pas ici sur les effets délétères d'un régime qui donne au chef de l'État des pouvoirs si étendus qui, lorsqu'ils sont mal exercés, en viennent à donner au monde entier l'image d'une France transformée en république bananière. Dans une conférence de presse à la durée inédite et qui prit la forme d'un long cours au peuple ignorant, à coup de power points, le Premier Ministre devait préciser les contours du déconfinement et les personnels de l'Éducation nationale en attendaient des indications plus claires. Au lieu de cela, ils auront appris :

- que le déconfinement commencera le 11 mai, mais peut-être pas,
- que la réouverture des écoles aura lieu le 11 mai, mais peut-être pas,
- que tous les élèves reprendront progressivement le chemin de l'école, mais peut-être pas,
- que la réouverture des écoles serait nationale, mais peut-être territoriale,
- que l'organisation nouvelle des écoles serait en demi-journées, mais peut-être en semaines,
- que les personnels et les élèves porteraient des masques, mais peut-être pas,
- que ces masques seraient distribués par les collectivités mais peut-être fabriqués artisanalement par les familles, les grands-mères, les enseignants revenus de la collecte des fraises...

On pourrait en rire s'il ne s'agissait pas là de vie ou de mort. Et nous voilà réunis aujourd'hui pour préparer ce qu'un président irresponsable n'a pas anticipé, ce qu'un gouvernement hypocrite feint de considérer comme souhaitable.

Qu'on ne s'y trompe pas : la FSU ne se réjouit ni du confinement ni de la prétendue « continuité pédagogique » dont elle n'a cessé de dénoncer l'inefficacité globale et les dangers sociaux. Les cours en présentiel sont indispensables à un enseignement qui ne peut se replier sur des plateformes numériques qui modernisent à peine le précepteur du XIX^e siècle. Mais la réalité de la crise sanitaire, particulièrement dans notre académie, rend la reprise prématurée et hasardeuse pour le moment. S'il s'agit de bricoler un accueil sans réalité pédagogique, s'il s'agit de tester les effets d'une immunité de groupe, ou de mettre au garde-à-vous des dizaines de milliers de personnels en leur déniaient toute appréciation sur la protection à laquelle ils ont droit, nous dirons : non. Car la reprise ne se décrète pas. Elle se fait dans la confiance de tous ses acteurs. A ce jour, un grand nombre de personnels s'adressent aux organisations syndicales pour exprimer leurs craintes, voire leur refus de reprendre le travail tant que la crise sanitaire restera profonde. Parents et élèves partagent les mêmes sentiments.

Il est du devoir des membres des CHSCT d'alerter l'institution sur les dangers d'une reprise mal pensée et mal préparée ; la FSU ne s'associera qu'à une reprise qui protège tous les personnels et tous les élèves concernés et lorsqu'en l'absence de certitudes scientifiques, le doute persistera, elle exigera l'application du principe de précaution. La FSU est favorable, si reprise il y a, à ce qu'elle s'effectue dans la plus grande prudence et après la consultation et l'avis favorable des CHSCT. Notre travail aujourd'hui consistera à examiner les conditions d'une reprise, en essayant de ne négliger aucun détail, mais nous avons conscience que nous ne pourrons tout prévoir. Nous savons que les acteurs de terrain sont aujourd'hui les seuls à bénéficier encore d'une relative confiance des personnels. Si cette confiance était trahie, si cette dernière digue venait à rompre, nul ne sait ce qu'une vague de désespoir et de populisme apporterait...